

Grève à Odessa contre des licenciements

Nous sommes en mesure de fournir d'autres informations sur la grève survenue cette année dans la ville soviétique d'Odessa, que nous avons été les premiers à signaler dans le dernier numéro de notre journal. Selon ce que nous avons appris de bonne source les faits se sont présentés de la façon suivante : deux ouvriers juifs qui travaillaient dans un chantier naval de la ville sur la Mer Noire, se sont vus, il y a quelques mois, notifier leur licenciement par la direction sans aucun motif valable. Ceux-ci, comme c'est le droit de tous les travailleurs soviétiques licenciés, ont fait appel au Tribunal d'Odessa.

Réintégration des licenciés

Leur geste pourtant n'aboutit à rien auprès des magistrats. Ensuite, sont intervenus les plus grandes autorités de la ville y compris des dirigeants du parti à Odessa pour étouffer l'affaire. Le dispositif du jugement ne mentionnait pas, évidemment, la discrimination raciale (les temps de Staline, pendant lesquels effectivement s'opéraient, pour ne pas dire mille, de fréquentes discriminations administratives vis-à-vis des Juifs, par dessus tout dans l'armée, ne sont plus qu'un souvenir). Ce qui avait éveillé les soupçons sur les bureaucrates, était le fait que les deux travailleurs, ayant des parents résidant en Israël et correspondant régulièrement avec eux, avaient ainsi des « contacts » (soit même de caractère privé) avec des citoyens d'un Etat dont la politique est favorable au camp impérialiste.

Mais ces deux travailleurs ne se sont pas résignés ; après la vaine tentative d'obtenir justice devant le Tribunal, ils ont eu recours à la solidarité de leurs compagnons de travail ; la mobilisation de ces derniers a été rapide et complète.

A peine informés, les ouvriers du chantier ont appris les motifs pour lesquels leurs compagnons avaient été licenciés ; à l'intérieur de l'usine, un comité s'est constitué et il a été décidé une première et unanime abstention du travail.

La police a fait immédiatement encercler l'établissement, non pour entamer une répression, mais pour éviter que la nouvelle se répande. La mesure s'est révélée tellement inadéquate que, quelques jours après, plusieurs usines et chantiers d'Odessa ont effectué des mouvements de grève.

Le fait est devenu, naturellement, en peu de temps d'ampleur nationale et à Moscou on s'est préoccupé de l'allure que prenaient les événements d'Odessa. Les dirigeants centraux, venus sur place, ont essayé de ne pas tendre trop l'arc, et de modérer les propos répressifs de la direction locale du parti : le fait est que les ouvriers ont été par la suite réintégrés. La réintégration a été cependant accompagnée de la recommandation de chercher au plus vite un autre poste...

L'agitation d'Odessa est ainsi, pour le moment, terminée. Mais d'autres grèves ont été signalées dans d'autres centres de l'Union et particulièrement à Moscou : les revendications qui sont à la base de ces agitations sont de caractère par dessus tout salariales, en relation avec la récente revalorisation du rouble.

Informations fondées

Ce sont là les faits. Naturellement d'autres versions n'ont pas manqué : le « Corrière della Sera », par exemple, soutient, citant des sources diplomatiques évidemment occidentales, que la grève d'Odessa a consisté en un refus des dockers de charger le beurre pour Cuba, étant donné que dans ces journées le beurre se raréfiait dans la cité d'Odessa.

Le motif de la grève donné par le « Corrière » avec sa double attaque contre l'U.R.S.S. et Cuba, semble en effet préfabriquée dans quelque bureau de l'ambassade américaine. Quant à notre version des faits qui comme on le voit est tout autre et beaucoup plus détaillée, nous répétons l'avoir reçue de source bien informée.

*

La nouvelle que nous avons relatée revêt pour nous, il est clair, un caractère particulièrement intéressant : le procès du pouvoir bureaucratique (duquel le XX^e Congrès a été le premier symptôme révélateur) est parvenu donc à un tel point que les ouvriers puissent recourir à la grève non comme à un geste de désespoir qui laisse loin derrière lui la répression violente et totale, mais qui peut servir à faire valoir les droits des travailleurs, sans que la bureaucratie puisse adopter les méthodes d'autrefois. Les ouvriers, en somme ne l'adoptent pas contre une autre classe mais contre une caste qui s'est constituée à « l'intérieur du système » ouvrier. Selon les normes staliniennes, une grève survenue en U.R.S.S. serait le fruit de l'antisoviétisme et ferait objectivement le jeu de l'ennemi. Selon des normes disons khrouchtcheviennes, la grève a contribué à réparer une erreur : cela signifierait que malgré certaines difficultés plus ou moins cachées, le processus inauguré au XX^e Congrès, va de l'avant et que graduellement on s'acheminerait vers le retour à la démocratie prolétarienne.

Cette position est analogue à celle développée dans de nombreux romans et films anti-conformistes.

Il est vrai, qu'actuellement, c'est la partie la plus rénovatrice de la haute bureaucratie soviétique qui détient le pouvoir (nous ne pleurerons ni Molotov, ni Kaganovich). Mais tous les événements qui rappellent de près ou de loin la grève d'Odessa, sont l'effet d'une poussée à la base qui réclame plus qu'une substitution des « meilleurs » aux pires. Si les dirigeants centraux du P.C.U.S. n'ont pas décidé après la grève, la répression, mais ont partiellement désavoué les responsables d'Odessa, c'est parce que la classe ouvrière soviétique se trouve dans une position qui invite à la réflexion les bureaucrates les plus vigilants et les plus prudents. Que serait-il survenu à Odessa si les ouvriers avaient été arrêtés et d'autres licenciés ?

Nous devons nous rappeler notre appréciation de la nature de l'U.R.S.S. Nous qualifions l'U.R.S.S. d'Etat ouvrier, mais cela ne nous interdit pas au contraire de nous intéresser de manière critique aux questions internes de l'U.R.S.S. où actuellement il n'existe pas de démocratie socialiste. Les travailleurs soviétiques ont encore une importante bataille à mener et à terminer contre la caste bureaucratique qui a usurpé le pouvoir.

Le système bureaucratique ne peut se transformer en démocratie socialiste sous l'effet du bon vouloir ou de la compréhension de la bureaucratie.

C'est pourquoi, notre solidarité avec les travailleurs d'Odessa va plus loin que le timide et prudent « non refus » khrouchtchevien. Sans craindre d'être confondus, par des camarades qui jugent avec objectivité, avec les réactionnaires ou les révisionnistes; nous prédisons que des agitations comme celles que nous avons rapportées, s'étendront en U.R.S.S.

Suite page 16.